



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

PRÉFET DE L'ORNE

Bureau des Procédures d'Utilité Publique

NOR : 1122-14-20034

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

Société CARRIER Carrosserie
181 rue d'Argentan
61 000 ALENCON

représentée par Maître Judith DOUTRESSOULLE - mandataire judiciaire
77 rue de Bernières
BP 50196
14011 CAEN Cedex 1

LE PREFET DE L'ORNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, les titres 1^{er} et IV des parties législative et réglementaire du livre V ;

Vu la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2009 autorisant la Société CARRIER Carrosserie à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire des communes d'Alençon et de Damigny ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établis suite à la visite d'inspection du 15 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que la Société CARRIER Carrosserie, représentée par le mandataire judiciaire Maître Judith DOUTRESSOULLE, ne prend pas toutes les dispositions pour éviter que son fonctionnement soit à l'origine de dangers ou inconvénients pouvant porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, lorsqu'un inspecteur des Installations Classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Orne.

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La Société CARRIER Carrosserie, représentée par le mandataire judiciaire Maître Judith DOUTRESSOULLE, dont le cabinet est sis 77 rue de Bernières BP 50196 14011 CAEN Cedex 1, exploitant des installations classées sur le site d'Alençon - Damigny est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement :

Sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :

De respecter les dispositions de l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 novembre 2009 qui prévoient que :

« Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif l'une de ses installations, il notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Cette notification est accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues ainsi que la nature des travaux pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et doit comprendre notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination de toutes les installations, matières premières et produits finis ;
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la coupure des énergies (eau, gaz et électricité) ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 à 77 du Code de l'environnement.

En cas de cessation définitive d'activité, même partielle, conduisant à la libération de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage :

- *lors de la notification adressée au préfet, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions ;*
- *l'exploitant transmet en outre au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, comprenant notamment :*
 - *les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,*
 - *les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,*
 - *en cas de besoin, la surveillance à exercer,*
 - *les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnés, le cas échéant, des dispositions proposées pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.*

Lorsque la cessation d'activité concerne des installations relevant de la TGAP « à l'exploitation », l'exploitant a 30 jours pour effectuer sa déclaration de cessation d'activité aux douanes avec copie à l'inspection des installations classées et la taxe due est immédiatement établie. ».

De respecter les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de ses installations du 3 novembre 2009 qui prévoient que :

« L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Une collecte sélective est mise en place sur l'établissement de façon à séparer les différentes catégories de déchets suivantes :

- *déchets non dangereux tels que :*
 - *papiers, cartons, bois,*
 - *métaux (acier, inox, aluminium, ...) ;*
- *déchets dangereux (les déchets dangereux sont définis à l'article R.541-8 du Code de l'environnement), notamment :*
 - *concentrés de la station de traitement des effluents, charbons actifs, résines échangeuses d'ions,*
 - *hydrocarbures, eaux souillées, déchets de fosses à rideau d'eau, eaux pour filtration de l'air des cabines de peinture,*
 - *autres déchets liquides, pâteux ou solides en provenance des installations (huiles de coupe usagées, boues des débourbeurs/déshuileurs, huiles issues des purges du compresseur d'air après passage dans le séparateur huile/eau associé, ...).*

Les déchets d'emballages visés par les articles R.543-66 à 72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-16 du Code de l'environnement. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux articles R.543-127, R.543-128 et R.543-131 à 135 du Code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux articles R.543-137 à 151 du Code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les équipements électriques et électroniques usagés doivent être éliminés conformément aux articles R.543-172 à R.543-174 et R.543-188 à R.543-201 du Code de l'environnement. »

De respecter les dispositions de l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de ses installations du 3 novembre 2009 qui prévoient que :

« Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi des déchets dangereux en application de l'arrêté du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Les déchets contenant de l'amiante font l'objet d'un bordereau de suivi spécifique. »

De respecter les dispositions de l'article 5.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de ses installations du 3 novembre 2009 qui prévoient que :

« La production et l'élimination des déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. À cet effet, l'exploitant tient un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- origine, nature, quantité ;
- nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, date de l'enlèvement ;
- destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale ou de valorisation.

Pour les déchets dangereux, le contenu du registre doit respecter les exigences de l'arrêté du 07 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R541-43 du Code de l'environnement.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets sont annexés au registre prévu ci-dessus et archivés pendant au moins cinq ans. ».

ARTICLE 2 : Faute, pour la Société CARRIER Carrosserie, représentée par le mandataire judiciaire Maître Judith DOUTRESSOULLE, de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1^{er} du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-8 et suivants du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à la Société CARRIER Carrosserie, représentée par le mandataire judiciaire Maître Judith DOUTRESSOULLE, 77 rue de Bernières BP 50196 14011 CAEN Cedex 1.

ARTICLE 5 : Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

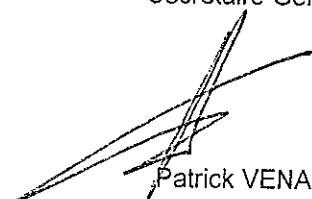
ARTICLE 6 : Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Député Maire d'Alençon ainsi que la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- au Député Maire d'Alençon,
- à la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse-Normandie,
- à la Chef de l'Unité Territoriale de l'Orne.

Alençon, le 20 octobre 2014

LE PREFET
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet
Secrétaire Général



Patrick VENANT